

# Le « mai rampant » des radios libres

Thierry Lefebvre, université de Paris 7

Neuf ans séparent les événements de Mai 68 du début du mouvement des radios libres, en mai 1977. Neuf longues années durant lesquelles de profonds changements ont affecté la société française. Le gaullisme autoritaire s'est effondré, offrant à Valéry Giscard d'Estaing l'opportunité d'expérimenter son « libéralisme avancé ». Les rapports de force au sein de la gauche institutionnelle se sont inversés et le déclin du Parti communiste s'est accentué. Le gauchisme s'est également délité sous l'effet conjugué de la répression des années Marcellin et des querelles fratricides. *A contrario*, le féminisme et l'écologie politique sont parvenus à s'immiscer dans le débat public, attirant à eux bon nombre d'orphelins de 68. L'avortement a été en partie légalisé en 1974 et, depuis cette date, la contestation antinucléaire n'a cessé de mobiliser les dissidences. Les médias ont été également affectés par le changement : l'ORTF, qui avait été vilipendé tant par les contestataires que par le pouvoir en 1968, a été démantelé « à la hussarde » dans le courant de l'été 1974 ; depuis, ses personnels ont été répartis dans sept sociétés distinctes.

Il pourrait donc sembler abusif de relier entre eux deux événements aussi éloignés dans le temps et, d'une certaine façon, dans l'espace. Pourtant, tout porte à penser que le mouvement des radios libres fut un accomplissement parmi les plus aboutis de la révolte de Mai... même si les résultats sur le long terme se sont avérés décevants.

## La critique des médias au cœur de Mai 68

Les affichistes de l'Atelier populaire nous ont légué un peu de l'état d'esprit qui régnait dans les rues de Paris au printemps 1968. Le micro et sa confiscation par les autorités furent ainsi l'argument d'au moins quatre placards célèbres,

assortis de slogans tels que : « Information libre », « Attention la radio ment », « La police vous parle tous les soirs à 20 heures ». Le logo de l'ORTF fut, quant à lui, détourné et transformé en fil de fer barbelé, cette métaphore évoquant tout à la fois le contrôle de l'information par le pouvoir et la tentation totalitaire qui pouvait en découler.

Une dizaine d'années plus tard, ces images furent régulièrement convoquées par les activistes de la radio libre. Dès son premier numéro, paru en décembre 1974, la revue *Interférences* reproduisit l'une d'entre elles (« Attention la radio ment ») en illustration d'un article d'Antoine Lefébure<sup>1</sup>. Les emprunts furent encore plus manifestes en 1978, année qui vit tout à la fois la célébration du dixième anniversaire des événements et une certaine radicalisation du mouvement des radios libres : en juin, la revue communiste *La Nouvelle Critique* emprunta largement à l'ouvrage commémoratif de Vasco Gasquet (*500 affiches de Mai 68*, Balland, 1978) pour illustrer un numéro spécial intitulé « Libérer les images et les sons<sup>2</sup> ».

Une première question vient à l'esprit : que s'était-il donc passé en Mai 68, qui puisse encore « parler » aux pirates hertziens de la fin des années soixante-dix ? Pour y répondre, un petit retour en arrière s'impose. À l'occasion des nuits chaudes du quartier latin, deux constatations avaient fini par s'imposer, tant parmi les manifestants que parmi les observateurs. D'abord, la confirmation de l'existence d'une censure officielle d'État, exercée sans la moindre vergogne sur les ondes du monopole. Cette flagrance fut à l'origine de la fameuse grève qui paralysa l'ORTF du 17 mai au 24 juin 1968. Ensuite, et au moins jusqu'à la mi-mai, le fait que les deux principales radios périphériques (Europe n° 1 et Radio Luxembourg) firent preuve d'une surprenante liberté de ton, dépêchant des dizaines de reporters sur le terrain et relatant

Le « mai rampant »  
des radios libres

Thierry Lefebvre

au plus près, et le plus souvent en direct, les événements qui se succédaient sous leurs yeux. Cette mise en œuvre d'une « information totale », pour reprendre l'expression d'Évelyne Sullerot<sup>3</sup>, frappa beaucoup les auditeurs, mais aussi les groupes de manifestants au sein desquels circulaient de nombreux transistors.

Le pouvoir gaulliste s'offusqua et dénonça la responsabilité morale des « radios barricades ». Le 14 mai 1968, intervenant à la tribune de l'Assemblée nationale, le Premier ministre Georges Pompidou s'en prit violemment aux stations périphériques « qui, sous prétexte d'informer, enflammaient quand elles ne provoquaient pas. Entre la diffusion des renseignements et la complicité, entre le souci de recueillir les explications des manifestants et l'appel à la manifestation, il n'y a qu'un pas et qui fut franchi allégrement<sup>4</sup> ».

Le 23 mai au matin, le directeur général de l'ORTF, André Astoux, suggéra à la cellule de crise de l'Élysée d'interdire l'usage des fréquences HF<sup>5</sup>. Pour quelle raison ? Parce que la radiotéléphonie constituait l'outil privilégié des reportages en direct. Le but était clairement de contrecarrer la spontanéité jugée désinvolte des radios périphériques, et cet objectif fut atteint. Désormais, l'émotion suscitée par les manifestations de rue eut le plus grand mal à se propager au-delà du cercle somme toute étroit des belligérants. En juin, les dernières nuits d'échauffourées furent ainsi marquées par l'errance désabusée de groupes d'étudiants sans le moindre repère, se plaignant d'être « lâchés » par les journalistes de la radio.

## Préfigurations

Cette expérience trop brève d'« information totale » marqua durablement les esprits, si bien que dès le début des années soixante-dix quelques rares visionnaires se mirent à envisager la création de « radios de lutte », autonomes et en prise directe avec les mouvements sociaux. L'obstacle principal à leurs velléités résidait dans le monopole d'État de la radio-diffusion, qui interdisait toute initiative de ce genre sous peine de lourdes sanctions. La loi n° 72-553 du 3 juillet 1972 réaffirma la prérogative de l'État, ouvrant néanmoins la voie à des dérogations « précaires et révocables », qui ne purent être mises en œuvre faute de décret d'application.

Dans ces conditions, les premières préfigurations de ce qui allait devenir le mouvement des radios libres consistèrent à

sonoriser des lieux de forte mobilisation, qu'il s'agisse du campus de Jussieu à l'occasion des manifestations lycéennes et étudiantes contre la loi Debré en mars 1973 ou de l'usine Lip au moment du premier conflit qui affecta cette usine bisontine au second semestre 1973<sup>6</sup>. Ces expériences pilotes servirent en quelque sorte de laboratoires.

Présent à Jussieu le 27 mars 1973, le journaliste du *Monde* pouvait constater la popularité de la « station » qu'avait montée une poignée d'étudiants en physique : « *Des centaines de jeunes se rassemblent sur le parvis dans une atmosphère de kermesse. D'un premier étage sis face à la fameuse tour Zamansky, Radio Entonnoir diffuse, par haut-parleurs, nouvelles et musique pop. En bas, on discute, on danse*<sup>7</sup>. » L'effervescence de Mai 68, ce mélange enivrant de militantisme et de bouillonnement intellectuel et artistique, servait de référence implicite à l'auteur du reportage. Patrick Vantroeyen, principal instigateur de cette installation et futur fondateur de Radio Ivre en 1979, raconta plus tard une anecdote démontrant l'impact de ce nouveau média : « *Le journal Libération sortait cette semaine-là ses premiers numéros. Une aide de la radio, une publicité sous la forme : "Avez-vous lu le dernier Libération avec les posters géants de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir ?" permit de vendre cinq cents exemplaires en deux heures. Record toutes catégories de littérature vendue sur l'université*<sup>8</sup>. »

À Besançon, la stratégie fut différente, le différé ayant été préféré au direct. Un « journal sonore » préenregistré était diffusé, chaque semaine, par l'intermédiaire de voitures-son. Réalisés par le CREPAC-Scopcolor avec la collaboration des militants locaux, également édités sous forme de minicassettes, ces reportages cherchaient à populariser le combat des Lip, en interne mais aussi dans les entreprises des environs. Fondateur du CREPAC, Roger Louis militait depuis plusieurs années pour une autre information. En 1969, moins d'un an après son licenciement de l'ORTF, il en présentait déjà la définition suivante : « *Non pas une information objective [...], mais une information qui s'intéresse moins à l'accident qui fait quarante morts qu'à l'expérience obscure menée à bien dans une usine, par exemple, et qui peut avoir une résonance dans le pays entier. En clair, une information qui s'attache moins au spectaculaire qu'à l'important*<sup>9</sup>. »

Thierry Lefebvre

Le « mai rampant »  
des radios libres

## Le manifeste d'*Interférences*

Fin 1974, vit donc la sortie du premier numéro d'*Interférences*, sous-titré : « Pour une critique des appareils d'information et de communication ». Fondée par Antoine Lefébure et Jean-Luc Couron, deux jeunes doctorants respectivement en histoire et en sociologie, la publication devint d'emblée le point de ralliement des premiers militants de la radio libre. Il faut dire qu'elle s'était dotée, dès ce premier numéro, d'un puissant manifeste intitulé « À nous la radio ». Sous le pseudonyme de Jean-Luc Arnaud, Couron y déclarait la guerre au monopole : « *Pourquoi la radio ? Parce que c'est un médium formidable. Mais encore ? L'un des besoins incontestables de notre époque, c'est l'information : mais ce qui est plus contestable c'est la manière dont celle-ci est diffusée par des systèmes centralisés qui échappent complètement au commun des mortels. Lorsqu'une voix veut se faire entendre, de quels moyens dispose-t-elle ? Le tract, l'affiche, le graffiti... La presse, l'édition, le cinéma se heurtent au problème de leur distribution qui conditionne largement leurs ventes ; la télévision est inaccessible vu son coût. Par contre la radio est le médium qui possède de loin le meilleur coût/pénétration*<sup>10</sup>. »

En quelques lignes, Couron dressait un bilan pour le moins mitigé d'une demi-douzaine d'années d'expériences post-soixante-huitardes dans le domaine de l'information et de la communication. Actant l'échec de la presse et du cinéma militants, il proposait de s'intéresser à un média jusqu'alors négligé : la radio. Celle-ci présentait, de son point de vue, le triple intérêt d'être bon marché, de laisser ses opérateurs maîtres de leur diffusion et de s'attaquer au sacro-saint monopole dont les jours étaient, selon lui, comptés. À terme, l'objectif était donc de préempter des espaces d'autonomie sur une bande FM (ou AM) débarrassée, tout ou en partie, de la tutelle de l'État.

Ce mot d'ordre ne trouva son plein écho que deux ans et demi plus tard, quand, au lendemain de la première émission de Radio Verte du 13 mai 1977, de nombreux militants d'extrême gauche rallièrent la cause popularisée par Antoine Lefébure et les siens<sup>11</sup>. Jeune chargé de cours en économie à la faculté de Villetaneuse et ancien militant de Lutte Ouvrière, Jean Ducarroir fit ainsi paraître, dans le numéro du 28 juin de *Libération*, une petite annonce en vue de constituer une radio « *pas chiante* ». Il souhaitait en faire « *un outil*

*de communication, d'information, un lieu d'échanges et de rencontres, un transmetteur, par exemple l'écho de toutes les luttes sur le département (boîtes en grève, occupations, manifs, expulsions, scandales de tout acabit)*<sup>12</sup> ». Cette ambition mouvementiste séduisit Patrick Farbiaz, qui le rejoignit le soir même. Ce jeune ipésien, qui avait fait ses premières armes en Mai 68 à l'âge de quatorze ans et demi, avait milité à la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), avant d'adhérer à l'Organisation communiste des travailleurs (OCT). Avec Ducarroir et quelques camarades, il lança bientôt Radio 93.

Un peu partout en France, des militants, pour la plupart très marqués par Mai 68 et ses prolongements, s'emparèrent de cette nouvelle cause. À Nantes, Francis Ayrault, un ancien de la Gauche prolétarienne, proche désormais des Paysans Travailleurs, lança Radio Libre 44, à l'origine pour contester l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin. Robert Ménard et quelques camarades de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) créèrent à Béziers Radio Pomarèdes, dont la première cible fut une usine chimique d'Union Carbide. Ancien leader de Mai 68 devenu entre-temps enseignant à l'École des beaux-arts de Nantes, Jacques Sauvageot monta, avec plusieurs camarades de la GOP, Radio Populaire Saint-Nazaire. [Voir l'interview de Jacques Sauvageot, p. 175-176]

Les expériences les plus probantes s'épanouirent cependant au sein d'entreprises ou de villes fortement mobilisées : dans les villes et villages bordant la centrale nucléaire de Fessenheim en construction, dès le mois de juin 1977 (Radio Verte Fessenheim) ; pendant la grande grève de la SFP en février 1979 ; à Longwy, durant le long conflit de la sidérurgie (Radio SOS Emploi, Radio Lorraine Cœur d'Acier) ; dans un certain nombre d'usines occupées, comme l'imprimerie Darboy de Montreuil-sous-Bois vers la fin avril 1980 (Radio Darboy en Lutte)...

## La voie italienne

Une autre source d'inspiration vint du « *movimento desiderante* », qui embrasait Bologne et une partie de l'Italie vers la même époque. Radio Alice en fut l'emblème et le porte-voix. En mars 1977, cette station « mao-dadaïste » s'impliqua fortement dans les violentes émeutes qui secouèrent le cen-

Le « mai rampant »  
des radios libres

Thierry Lefebvre

tre de la ville. Dans un climat quasi-insurrectionnel, les appels en direct se succédaient à l'antenne, sans la moindre censure, explorant à l'extrême cette « information totale » que Mai 68 avait laissé brièvement entrevoir. « *Des "correspondants à jets", postés dans des cabines téléphoniques, [décrivaient] en direct [...] les mouvements des policiers dans la ville et [lançaient] des appels à divers rassemblements [...]* »<sup>13</sup>. » La station, qui se revendiquait ouvertement de l'esprit de « *maggio* », fut finalement saisie et ses animateurs durent prendre la fuite et, pour certains, s'exiler.

Cette expérience bolognaise fascina Félix Guattari, qui se rendit sur place et préfaça la traduction française d'un ouvrage consacré à Radio Alice<sup>14</sup>. L'apôtre de la « révolution moléculaire » ne pouvait qu'être séduit par ce « *piccolo gruppo in moltiplicazione* », rempart contre « *la nouvelle technologie du "rétablissement de l'ordre", cette espèce de coup de force libidinal permanent, dont le prototype est celui de l'image télé, qui conduit à l'investissement insidieux de la visagété vide et suffisante du pouvoir, et permet de faire accepter passivement les énoncés les plus manifestement mystificateurs, par exemple sur la situation économique, le chômage, sur la portée du lest jeté par-ci, par-là...* »<sup>15</sup>

Guattari tenta d'importer l'esprit d'Alice en France par l'intermédiaire du CINEL, mais en vain. Il faut dire que la situation politique et sociale hexagonale n'avait que peu à voir avec le bouillonnement italien des années soixante-dix. Le rôle du psychiatre fut néanmoins considérable : il parraina de nombreuses stations, à commencer par Radio 93 et Radio Libre Paris, et porta sur les fonts baptismaux la Fédération nationale des radios libres en juin 1978. Il finança également un important réseau d'importation d'émetteurs transalpins, dont la plaque tournante était Andrea Zanobetti, le technicien prodige de Radio Alice.

Guattari fut également à l'origine de Radio Tomate en 1981, mais il finit par s'en détacher très vite, dépité par les comportements « narcissiques » de certains de ses animateurs. Très vite, sa perplexité et une certaine amertume tranchèrent avec la frénésie qui s'était emparée des radioteurs après l'élection de François Mitterrand. S'entretenant avec Christian Hellion en août 1981, il s'interrogeait déjà sur l'avenir d'un mouvement qu'il jugeait moribond : « *Quoi qu'en disent les détracteurs de l'expérience du mouvement italien dans ce*

*domaine [...], le problème essentiel demeure celui de la prise de parole des gens à qui elle est systématiquement refusée, ceux dont on parle, qu'on traduit, qu'on représente... Toute la question est de savoir si les formes miniaturisées de média qui sont lancées sur le marché serviront ou non le renforcement du contrôle social et du quadrillage de l'expression collective par ce que j'ai appelé les significations dominantes et par les pouvoirs qui les secrètent [...].* »

Resté fidèle aux idéaux de 68, le théoricien privilégiait la parole libre et se méfiait par-dessus tout de la technique et du « *narcissisme radiomaniaque* » qui poussait les animateurs à s'adresser à « *un public imaginaire* ». De son point de vue, deux types de situation n'allaient pas tarder à s'imposer sur la bande FM : « *S'il ne se passe rien de vivant dans et autour de l'équipe d'une radio, elle sera ennuyeuse. Et si, par le moyen d'astuces professionnelles, elle parvient quand même à ne pas être trop ennuyeuse, c'est que, probablement, elle travaille dans le sens du conformisme général* »<sup>16</sup>. »

## La mue nécessaire

Début 1978, un mystérieux « Collectif radios libres populaires » fit paraître, aux éditions Maspero, un ouvrage visant à expliquer la raison d'être du mouvement. On pouvait y lire le passage suivant : « *Le mouvement populaire [...] a intérêt à se battre pour la liberté d'expression la plus complète, non pour sa réglementation. Il faut donc prendre l'initiative de briser le monopole légal, paravent du monopole de fait de la bourgeoisie, et de construire dans cette lutte un rapport de forces tel que ce combat ne soit pas complètement récupéré, travesti, trahi au moment où viendra le temps de la codification légale* »<sup>17</sup>. »

Comme Jean-Luc Couron et les pionniers d'*Interférences*, les rédacteurs de cet ouvrage avaient bien compris l'enjeu essentiel du mouvement qui s'amorçait : leur permettre de faire valoir un droit d'antériorité, le jour où le monopole viendrait à s'effondrer. Ce qu'ils n'avaient en revanche pas prévu, c'est qu'il leur faudrait attendre quatre longues années avant de pouvoir exercer ce droit conquis de haute lutte. Le mouvement français fut en effet beaucoup plus long et beaucoup plus difficile que son homologue italien. Entre-temps, de nombreuses initiatives furent découragées, soit par la répression et le brouillage qui rendaient problématique la rencon-

Thierry Lefebvre

Le « mai rampant »  
des radios libres

tre avec le public, soit par l'épuisement des bonnes volontés et de l'autofinancement.

Passé le 10 mai 1981, pour ne prendre en compte que l'exemple de Paris, les radios mouvementistes furent très vite débordées par des projets à tonalité musicale et commerciale (NRJ, RFM et leurs succédanés), mais aussi par des radios à vocation plus sociétale (Fréquence Gaie, Radio Nova et, d'une certaine manière, Radio Libertaire, qui fut défendue par le ministère sur la base de son projet culturel), et surtout par les radios communautaires qu'elles n'avaient pas su voir venir. À l'occasion des attributions de fréquences de 1983-1984, une fréquence « alternative » fut bien accordée à un regroupement de radios issues de la FNRL, mais cette station, baptisée Fréquence Libre, ne survécut que deux ans, très vite étouffée par l'atonie du mouvement social et par les dettes. Radio Mouvance, animée par l'ancien « Katangais » Roland Fornari, continua à émettre en pirate jusqu'en avril 1986, date à laquelle elle dut jeter l'éponge après une sixième saisie<sup>18</sup>.

Ainsi prit définitivement fin ce long « Mai rampant », qui trouva dans le combat pour les radios libres un exutoire à dimension humaine. Aujourd'hui, les stations tout à la fois associatives et militantes se comptent sur les doigts de la main et leur situation financière n'est en général guère brillante, comme en témoignent les difficultés récentes de Radio Aligre à Paris et de Radio Gazelle à Marseille. Le prochain passage au numérique ne devrait guère arranger leurs affaires. Mais, comme bon nombre d'observateurs l'ont également remarqué, cet effacement progressif des radios héritières de l'esprit de Mai a comme contrepartie l'explosion des pratiques militantes et collaboratives sur l'Internet. Il ne pourrait donc s'agir que d'une mue...

## Notes

1. Lefebvre (Antoine), « Périphérique and C° », *Interférences*, n° 1, décembre 1974, p. 12.

2. *La Nouvelle Critique*, n° 115 [« Libérer les images et les sons »], juin 1978, p. 67-79. Articles de Jacques Bidou, Ghislaine Azémard, Jean-Claude Quiniou, Félix Guattari,

ainsi que des collectifs Radio Libre Paris et Abbesses Écho. Une dizaine d'affiches sont reproduites dans le dossier.

3. Sullerot (Évelyne), « Transistors et barricades », in Labro (Philippe) (dir.), *Ce n'est qu'un début*, Paris : Publications Premières, « Édition spéciale », 1968, p. 124-140.

4. Cité par Duval (René), « Mai 68 et la radio », *Cahiers d'histoire de la radiodiffusion*, n° 59, janvier-mars 1999, p. 117.

5. Astoux (André), *Ondes de choc. Mai 68 à l'ORTF*, Paris : Plon, 1978, p. 153.

6. Lefebvre (Thierry), « Radio Entonnoir et Radio Lip, deux expériences pilotes », *Cahiers d'histoire de la radiodiffusion*, n° 78, octobre-décembre 2003, p. 128-133.

7. A. (Y.), « La fête à Jussieu », *Le Monde*, 29 mars 1973.

8. Vete (P.) [Vantroeyen], « Radio Entonnoir », *Interférences*, n° 1, décembre 1974, p. 14. Il s'agit en fait d'un des numéros zéro du quotidien. Le premier numéro effectif ne paraîtra que le 18 avril 1973.

9. Cité dans « Un ton étonnement authentique », *Provence-Magazine*, n° 296, mai-juin 1969.

10. Arnaud (Jean-Luc) [Couron], « À nous la radio », *Interférences*, n° 1, décembre 1974, p. 10.

11. On notera à ce propos que le lancement de Radio Verte bénéficia de procédés directement hérités de Mai 68. Antoine Lefebvre et Brice Lalonde, qui en furent les principaux instigateurs, reconnaîtront plus tard leur dette. Cf. Lefebvre (Thierry), *La Bataille des radios libres*, Paris : Nouveau Monde Éditions/Ina, mai 2008.

12. « Mardi 28. Une radio libre dans le 93 », *Libération*, 28 juin 1977.

13. Collin (Claude), *Ondes de choc. De l'usage de la radio en temps de lutte*, Paris : L'Harmattan, 1982, p. 105.

14. Collectif A/traverso, *Radio Alice, radio libre*, Paris : J.-P. Delarge, 1977. La préface de Guattari s'intitulait « Des millions et des millions d'Alice en puissance ». A/traverso était le titre de la revue théorique et poétique qui donna naissance à Radio Alice.

15. Guattari (Félix), *La Révolution moléculaire*, Fontenay-sous-Bois : Recherches, « Encres », 1977, p. 163.

16. Hellion (Christian), « Félix Guattari : ce qui m'intéresse, ce sont les radios de mouvement », *Libération*, 27 août 1981, p. 7.

17. Collectif radios libres populaires, *Les Radios libres*, Paris : Maspero, « Petite collection Maspero », 1978, p. 20. Intervinrent apparemment dans l'écriture de ce petit opuscule, Félix Guattari, Jean-François Lacan, Jean Ducarroir, Patrick Farbiaz et quelques autres.

18. Voir à ce sujet : Bénétière (Jean), Soncin (Jacques), *Au cœur des radios libres*, Paris : L'Harmattan, « Logiques sociales », 1989.